

Industrie. Ford Blanquefort et compagnie à Bercy

Vendredi, 18 Janvier, 2019

[Kareen Janselme](#)

Autour de l'usine girondine, d'autres salariés d'entreprises en danger veulent mobiliser le ministère de l'Économie pour un véritable investissement industriel.

Guillaume Meurice n'aime pas « les dirigeants d'entreprise devenus de vulgaires banquiers », ni « les politiques dont la lâcheté crasse rivalise avec l'indigence funeste ». Dans le livre Ford Blanquefort, même pas mort ! (1), le chroniqueur radio écrit : « Ce sont les conséquences des agissements de ces tristes pitres : des vies d'ouvrières et d'ouvriers fracassées sur l'autoroute du pognon », aux côtés d'autres récits et apostrophes de Sorj Chalandon, Juliette, Laurent Binet, les Pinçon-Charlot... Comme ces auteurs rassemblés autour de la lutte contre la fermeture de l'usine girondine, d'autres salariés d'entreprises en danger se sont rassemblés, jeudi, devant le ministère de l'Économie, contre une « stratégie industrielle inexistante de l'État et une financiarisation de l'industrie par les entreprises du CAC 40 ». Avant qu'une délégation commune ne soit reçue par le cabinet de Bruno Le Maire à Bercy.

« La compétitivité, ce mot si tendance pour les employeurs »

« Comme les Blanquefort, on nous a annoncé la fermeture de l'usine, mais, pour nous, elle sera vraiment effective le 28 février », explique Hélène Seguy, déléguée CGT chez Copirel à Langeac (Haute-Loire). L'entreprise de 82 salariés fabrique sommiers et matelas (Bultex, Epeda, Merinos, Serta). Le chiffre d'affaires et les commandes étaient au rendez-vous, assure la syndicaliste, mais au nom de la « compétitivité, ce mot si tendance », la société doit fermer. « Un repreneur proposait la sauvegarde de 40 emplois, la direction a refusé. Les salariés bloquent l'usine depuis mardi pour faire avancer les négociations et avoir enfin des réponses de la direction. Notre savoir-faire n'est même pas reconnu ! » s'indigne cette ganseuse dont le métier reste rare et difficile.

« Nous sommes victimes de problèmes financiers depuis 2008, liés à une politique industrielle floue dans notre pays, s'inquiète Anthony Vedeau, délégué syndical CGT des Ateliers de construction du Centre (ACC), situés à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), qui rénovent les rames de métro. La SNCF ou la RATP n'ont plus de projection à long terme au niveau industriel et nous en pâtissons. Défendre l'emploi est une question politique. Nous nous sommes battus pour obtenir des investissements mais notre trésorerie est à sec. »

« Cette initiative est symbolique, reconnaît Philippe Poutou, le délégué syndical CGT de Ford Blanquefort, mais il s'agit de montrer au ministère, qui détient tous nos dossiers, que nous pouvons aussi agir en commun et entamer un rapport de forces. Nous sommes en lien avec les camarades d'Ascoval, Arcelor, Luxfer... »

Soutenus par la CGT métallurgie et l'Union interfédérale CGT des transports, les syndicats espéraient profiter de la médiatisation du combat des Ford Blanquefort pour trouver une meilleure oreille au gouvernement. Les Ford, eux, ont obtenu un report dans le temps de l'homologation par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la

consommation, du travail et de l'emploi (Directe) du plan social au 28 janvier. « Il faut absolument se battre contre cette homologation », répète Philippe Poutou, qui veut favoriser le plan de reprise du groupe belge Punch Powerglide. Celui-ci pourrait sauver 400 postes sur plus de 800 aujourd'hui, sans compter 2 000 emplois indirects dans la région. La lutte continue pour les Ford Blanquefort qui, tout en faisant pression sur Bercy, ne laissent pas Ford tranquille, appelant à la manifestation samedi devant un concessionnaire de Bordeaux.

(1) Éditions Libertalia, 96 pages, 8 euros. Les droits d'auteur de cet ouvrage seront reversés à l'Association de défense des emplois Ford.

Kareen Janselme